



Campagne d'évaluation de la "vague E" des formations supérieures
Appel à un rassemblement devant le siège du HCERES
le mardi 18 mars de 12h30 à 13h30

Les retours des évaluations du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) concernant les formations des établissements de la vague E se caractérisent par un nombre anormalement élevé d'avis défavorables ou réservés qui priveraient potentiellement 50 000 étudiant·es d'une place en licence ou en master dans l'enseignement supérieur public si ces avis étaient suivis d'une fermeture des formations concernées. Les collègues investi·es ont été très affecté·es par ces avis injustifiés. Manque de transparence, suspicions de modification des contenus produits par les comités de visite, mépris, dénigrement et brutalité, incohérence des avis, évaluation sur la base de critères prescrits et non discutés en instance paritaire, délais intenable, etc., lors de cette campagne d'évaluation le HCERES s'est complètement discrédité.

En écho aux discussions menées localement dans le cadre d'assemblées générales ou de réunions, nos organisations exigent :

- la neutralisation des avis de la vague E concernant les 1er et 2nd cycles et la confirmation qu'aucune de ces évaluations ne sera considérée comme un document officiel ;
- la validation par le ministère de la totalité de l'offre de formation déposée par les établissements ;
- une enquête administrative pour faire toute la lumière sur la façon dont s'est déroulée la campagne d'évaluation de cette vague E ;
- la mise en pause de la démarche de constitution des dossiers d'évaluation de la vague A le temps que soit levé le climat de défiance ;
- la dissolution du HCERES et une évaluation de la recherche et de la formation par des pair·es élu·es, jugeant du fond dans un cadre national et collégial.

Nos organisations appellent toutes et tous les personnels et étudiant·es à se rassembler au niveau de l'angle formé par le boulevard de Bonne Nouvelle et la rue Poissonnière, le mardi 18 mars 2025, de 12h15 à 13h45 pour exiger des réponses.

Toutes les sociétés savantes ou associations d'universitaires porteuses de ces revendications sont invitées à s'associer et à relayer cet appel.

Paris, le 14 mars 2025